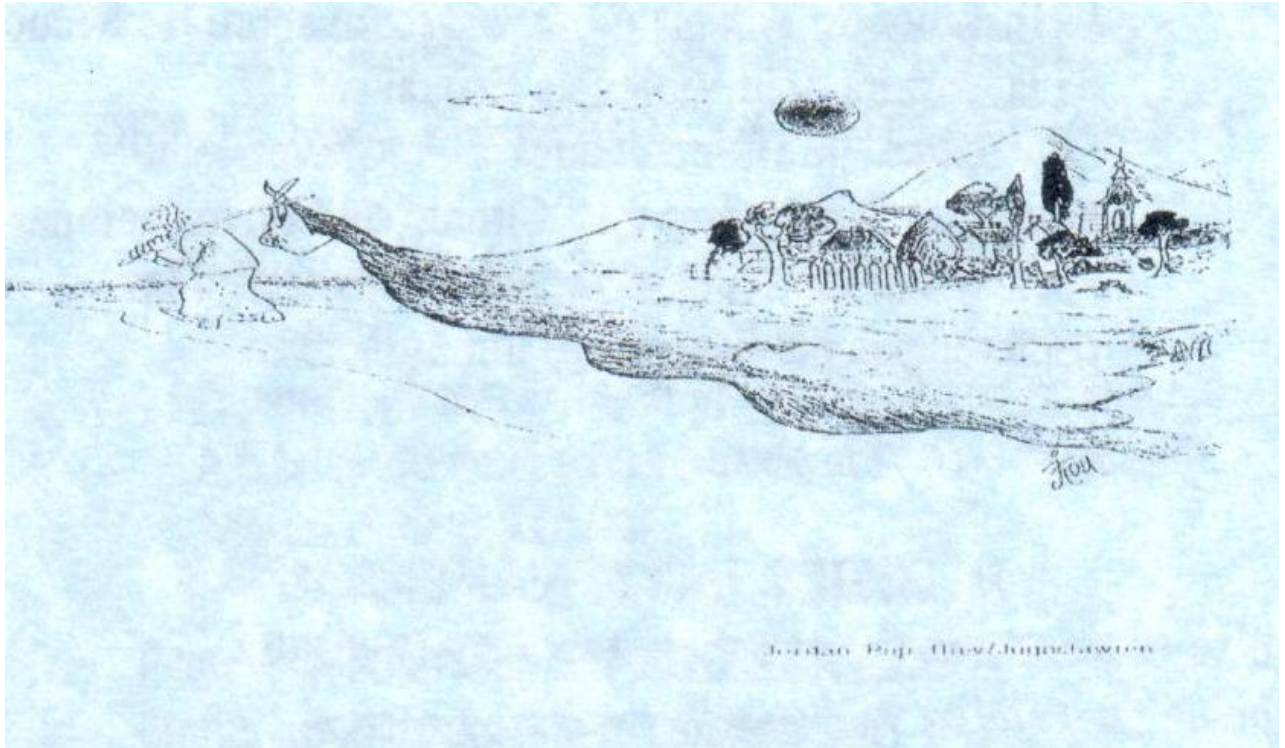


UNIVERSITE DE FRIBOURG

**Département des sciences de l'éducation et de la formation
Séminaire de Pédagogie**



**GLOBALISATION ECONOMIQUE ET
FLUX MIGRATOIRES FEMININS DU SUD VERS LE NORD
Latino-américaines « illégalisées » en Suisse**

Emma Bolshia Bravo Cladera

2010

RÉSUMÉ

Ces dernières décennies, les flux migratoires mondiaux ont augmenté de manière significative avec une féminisation qui a pris des proportions importantes.

Ces flux migratoires sont essentiellement « illégalisés » dans les pays receveurs. Bien que la migration féminine n'est pas récente, ses configurations et sa visibilité sociale sont aujourd'hui révélatrices des relations économiques et des relations de genre Nord/Sud. C'est précisément dans ce cadre que les flux migratoires féminins seront traités dans le présent travail.

Un aspect important est la corrélation de la main d'œuvre féminine restant dans les pays du Sud avec la demande de cette main d'œuvre dans les pays du Nord. À travers la base d'entrevues avec des femmes latino-américaines « illégalisées » en Suisse, les raisons de l'immigration sont identifiées ainsi que les différents aspects de la vie de ces migrantes en Suisse.

Mots Clés : Femmes, migration, travail domestique

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	2
Définitions des termes et remarques méthodologiques	3
Etat de la question	4
1. LA GLOBALISATION ECONOMIQUE AUJOURD'HUI	5
1.1 Globalisation économique : Rapport Nord-Sud et relation hommes femmes.	5
1.2 Conséquences de la globalisation	6
1.2.1 Les inégalités sont d'abord globales.....	7
1.2.2 Les inégalités sont ensuite ciblées.	8
1.2.3 Les inégalités sont géographiques	8
1.3 Les programmes d'ajustement structurel	9
1.4 Le transfert monétaire des immigrants	10
2. LA SITUATION DES FEMMES DANS LE SUD ET DANS LE NORD	13
2.1 Situation des femmes en Amérique latine.....	13
2.1.1 Femmes et pauvreté.....	13
2.1.2 Femmes et travail.....	14
2.1.3 Femmes et formation professionnelle.....	14
2.2 Situation des femmes en Suisse.....	15
2.2.1 Incorporation des femmes suisses au travail professionnel et salarié.....	15
2.2.2 Transformation de la famille suisse en famille nucléaire.....	16
2.2.3 Partage des tâches domestiques entre femmes et hommes.....	16
2.2.4 Manque et/ou absence de structures sociales	19
3. LATINOAMERICAINES ILLEGALISEES	21
3.1 Caractéristiques de cette population	21
3.1.1 La nécessité de travailler a motivé le voyage	22
3.1.2 La présence d'une amie ou d'une autre personne de la famille en Suisse.....	23
3.1.3 Le voyage en Suisse a été réalisé grâce à des emprunts.....	23
3.2 Le travail en Suisse.....	24
3.3 Les conditions de vie	26
3.4 Les soins médicaux.....	26
3.5 Les possibilités d'intégration	27
CONCLUSION.....	30
REFERENCES	32
LISTE DES ABREVIATIONS	35
INDICE DES FIGURES ET DE TABLEAUX	36

INTRODUCTION

Parmi les immigrants à la recherche de travail, les femmes constituent un groupe toujours plus important. Elles sont l'expression d'une féminisation de la pauvreté et de l'immigration latino-américaine qui est apparue ces dernières décennies. Ce flux migratoire est le résultat d'une relation existant entre le chômage féminin dans les pays du Sud et la demande de cette main-d'œuvre dans les pays du Nord. L'augmentation de cette immigration est liée à la pauvreté croissante dans les pays du Sud, aggravée par l'application des politiques économiques néolibérales, les femmes étant celles qui supportent les coups les plus durs de cette politique.

L'intérêt premier de ce travail est de situer la migration des femmes latino-américaines en Suisse dans le contexte de l'économie globalisée et ses conséquences, en particulier pour le Tiers-Monde, et plus spécifiquement pour les femmes du Tiers Monde. Nous traiterons le cas spécifique des femmes latino-américaines « illégalisées » (sans permis de séjour, ni de travail) vivant à Fribourg et travaillant dans le secteur du service domestique et de la garde des enfants.

Par ailleurs, il s'agit d'aborder cette thématique ni sous le signe de la victimisation des immigrantes latino-américaines « illégalisées », ni de diaboliser la figure des suisses exploiters. Ce travail veut rendre compte de la situation économique au niveau mondial et de ses effets concrets sur l'immigration des femmes latino-américaines. Aussi, il s'agit de montrer tous les écueils que doivent surmonter ces femmes dans un long processus d'intégration à la société d'accueil.

Le cheminement de ce travail est le suivant:

Tout d'abord, nous expliciterons certaines définitions que nous utilisons dans notre travail et aussi la méthodologie employée.

Dans une première partie théorique nous allons:

- Interroger la globalisation en tant que catégorie analytique à partir des relations hommes / femmes et des rapports Nord-Sud. (1.1)
- Signaler les conséquences de la globalisation au niveau mondial et en particulier pour le Tiers Monde“. (1.2, 1.3)
- Montrer les retombées économiques positives des migrations par le transfert d'argent au pays d'origine. (1.4)

Dans une deuxième partie :

- Aborder la situation des femmes en Amérique Latine (2.1)
- Aborder la situation des femmes en Suisse. (2.2)

Dans une troisième partie:

- Sur la base des entretiens avec des femmes latino-américaines « illégalisées » à Fribourg, travaillant dans le secteur du service domestique et de la garde des enfants, identifier les raisons pour lesquelles elles ont décidé de tenter la difficile aventure de l'immigration. Décrire les ponts de l'immigration, les réseaux d'aide, les conditions de vie, de travail et les possibilités d'intégration des femmes immigrantes « illégalisées ». (3)

Pour terminer, nous allons faire une conclusion et proposer des solutions à court et long terme.

Définitions des termes et remarques méthodologiques

Avant d'entrer dans le sujet, nous voudrions expliquer que nous utilisons le terme « illégalisées » en nous joignant à l'explication de Claudio Bolzman (1998) qui constate que le fait de quitter son pays par manque de perspectives et de se déplacer vers un autre Etat est considéré par les Etats d'accueil comme un déplacement illégal. En réalité, c'est la double politique d'abandon social et économique des Etats d'origine et de refus des Etats d'accueil, dans un monde divisé en Etats, qui place un certain nombre de personnes dans un « No man's land institutionnel » où elles (ils) deviennent des « citoyens (yennes) de nulle part ». Dans ce sens, dit Bolzman, il serait plus approprié de parler de migration illégalisée qu'illégale. Ce n'est pas l'acte d'émigrer qui est illégal, c'est la gestion de la migration par les Etats qui la rend illégale. Cette définition nous semble la plus adéquate dans le cas des immigrantes latino-américaines qui ne peuvent pas obtenir un permis de séjour et de travail, mais qui vivent et travaillent à Fribourg. En conséquence, nous utiliserons ce terme d'immigrantes « illégalisées ».

Cette étude de type qualitatif avec une approche compréhensive utilise comme technique principale des interviews individualisées avec des femmes immigrantes latino-américaines « illégalisées » séjournant à Fribourg. Suite à de nombreuses lectures sur la féminisation des flux migratoires pendant les dernières décennies (Gallardo Rivas, 1995 ; Herranz 1997 ; Gregorio Gil, 1995 ; Hirata, 2003 ; Yepes del Castillo, 2003) et sur la situation des femmes en Suisse qui entraîne une forte demande de main-d'œuvre féminine pour le travail domestique et la garde des enfants (Office Fédéral de la Statistique (Ed.) 1996 ; 1999), nous, nous

sommes interrogés sur les raisons qui pourraient expliquer ce phénomène. Ensuite nous avons tenté de comprendre les enjeux économiques dans les rapports Nord–Sud et ses retombées sur la migration des femmes, en analysant les structures des sociétés latino-américaines qui pousseraient les femmes à migrer. Nous avons également étudié les rapports de genre présents en Amérique latine et en Suisse. Sur la base des interviews, nous avons cherché à mieux cerner les raisons de la migration et les caractéristiques communes aux femmes immigrantes latino-américaines.

Etat de la question

Nous avons commencé ce travail en 1997 pour le présenter dans séminaire de l'ONG Post Pékin à l'Université de Berne. En 1998 nous l'avons présenté lors de la prise de position dans la session de la Commission d'experts sur migration du parlement Suisse avec le thème «Politique d'admission et femmes en situation illégale». Plus tard, ce travail a été amélioré et enrichie grâce à différentes lectures et entretiens avec des femmes latino-américaines et a donc été présenté à plusieurs conférences en Amérique latine et en Europe. En 2010 nous l'avons présenté dans le Séminaire de Pédagogie du Département des sciences de l'éducation et de la formation de l'Université de Fribourg. Séminaire dirigé par le Professeur Jean Luc Gurtner.

Il faut dire qu'à l'époque où nous avons commencé ce travail dans le contexte académique suisse, il n'existait aucun travail de type qualitatif ni quantitatif sur l'immigration des femmes latino-américaines « illégalisées ». Dans ce sens, c'était un travail pionnier.

Plus tard, en 2003, Haari Johanne et Xavier Dethurens ont réalisé un travail à Sauvign-Dugerdil dans le cadre du séminaire cours « Population et genre » avec pour thème : *Essai d'explication de la migration des femmes latino-américaines en Suisse* (www.ctssl-geneve.org/docs/f/FemmesAmeriqueLatineMigrationgenre.pdf).

En 2004, Myriam Carbajal écrit une thèse de doctorat à la Faculté des lettres de l'Université de Fribourg sur : « *Actrices de l'ombre. La réappropriation identitaire des femmes latino-américaines sans-papiers* ».

En 2007, apparaît l'ouvrage de C. Bolzman, M. Carbajal, G. Mainardi (Dir), *La Suisse au rythme latino. Dynamiques migratoires des latino-américaines : logiques d'action vie quotidienne, pistes d'interventions dans le domaine du social et de la sante* (Genève: IES).

1. LA GLOBALISATION ECONOMIQUE AUJOURD'HUI

1.1. Globalisation économique:

Rapport Nord-Sud et relation hommes femmes.

Parler aujourd'hui des flux migratoires implique inévitablement d'aborder la question des relations entre pays du Nord et pays du Sud, qui, plus qu'une constellation géographique, exprime une relation d'inégalité entre pays riches et pays pauvres. Cette inégalité signifie des conditions différentes de vie, d'éducation, de préparation, de technologie et de possibilités d'échange avec le reste du monde. Parler de la relation Nord-Sud dans un thème spécifique comme celui des migrations implique aussi la question de la distribution des ressources économiques dans l'actuel processus de globalisation imposé et géré par les organisations de Bretton Woods.

Premièrement, nous voulons interroger le concept de globalisation, en tant que catégorie analytique à partir des rapports Nord –Sud et des relations hommes–femmes.

Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie, ancien Vice-président de la Banque Mondiale et auteur du « Mal être de la globalisation » dit: « La globalisation est la suppression des barrières au libre commerce et une plus grande intégration des économies nationales » ; l'auteur ajoute: « Cette globalisation peut être une force bénéfique, son potentiel est l'enrichissement de tous, particulièrement des pauvres, mais pour que ceci se réalise, il est nécessaire de reformuler profondément la façon dont la globalisation a été gérée. » (2002, p.11).

Stiglitz a raison quand il dit que la « globalisation est la suppression des barrières au libre commerce », par contre en ce qui concerne « la majeure intégration des économies nationales », la pratique de ce système économique montre l'impossibilité pour les pays pauvres, dits en « voie de développement », de s'intégrer dans une économie mondiale au même titre que les pays développés, dû au rapport de force économique inégal et à la tendance du néolibéralisme de fortifier les économies des pays industrialisés. C'est un rapport de force comme entre David et Goliath à la différence que cette fois ce n'est pas David qui l'emporte.

Plus tranchée et sans ambages, la mondialisation-globalisation selon un directeur d'un des plus grands groupes financiers européens, cité par Hirata (2003), est: « La liberté pour son groupe de s'implanter où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales » (p.14). Ici, la notion d'un

mouvement sans frein du capital à l'échelle mondiale est restituée. Les deux définitions ont en commun l'idée de la rupture des limites et des frontières pour le commerce permettant la constitution d'un marché mondial unifié.

Ce processus de globalisation ne date pas d'aujourd'hui, il n'est pas aussi nouveau que certains courants de pensée actuels le prétendent. Il est à rappeler, comme le soulignent quelques analystes tels que Guillermo Lora (1995), Ulrich Duchov (1991) et Eduardo Galeano (1986), que l'économie s'est internationalisée il y a très longtemps comme conséquence de l'apparition et du développement de l'impérialisme, lequel a son origine dans le colonialisme européen auquel s'est substitué plus tard, de manière prédominante le néo-colonialisme nord américain. C'est ainsi que le monde s'est divisé et continue à être divisé en pays riches du Nord (quelques-uns) et pays pauvres du Sud (la plupart).

Sous l'empire des pays riches, l'économie mondiale est une seule unité qui a ses propres lois. Les uns imposent aux autres leurs idées, leur politique, leur culture et même leurs crises économiques. Il ne s'agit pas d'une relation entre pays développés et sous-développés situés dans un stade préalable de développement, mais plutôt d'un sous-développement et d'une dépendance économique permanente qui creuse chaque fois plus la misère sociale et produit la destruction des sociétés du Sud. Les différentes étapes de la globalisation se sont accompagnées d'une dépendance économique croissante du Tiers Monde. L'étape actuelle est marquée par une dépendance d'une ampleur inédite jusqu'ici.

Ce nouveau cadre économique et financier a des conséquences différentes selon les régions du globe et selon qu'il s'agit des hommes ou des femmes.

1.2 Conséquences de la globalisation

Helene Hirata (2003) signale trois dimensions donnant à ce processus un caractère nouveau, en soulignant les conséquences pour les femmes.

Premièrement, ce cadre économique impulsé par des politiques gouvernementales néolibérales a comme conséquences la libération des échanges commerciaux, la déréglementation, l'ouverture des marchés et de nouvelles logiques de développements des firmes multinationales. Ces tendances ont pour corollaire les privatisations, le développement de la sous-traitance et de l'externalisation de la production. Elles ont eu des conséquences négatives sur les conditions de travail et d'emploi des femmes massivement mises au travail dans ces cas-

cadres de sous-traitance et dans le travail rémunéré et non rémunéré des services aux personnes.

Deuxièmement, le développement accéléré des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et l'expansion des réseaux rendent possible la circulation immédiate des informations et des données de tous les ordres et la financiarisation (rationalisation des dépenses) des économies, avec ses conséquences en termes de flexibilité du travail et de précarisation de l'emploi. L'essor de la mise au travail salarié des femmes du sud dans les années quatre vingt dix avec des salaires nettement moins favorables est partiellement redevable de cette expansion des NTIC.

Troisièmement, le nouveau rôle joué par les organismes internationaux, parallèlement, mais toujours en harmonie avec la régulation des États-Nations et les firmes multinationales. L'action de ces organismes internationaux (ONU, Banque Mondiale) et des nouvelles institutions européennes concernent, en particulier, les politiques de l'égalité professionnelle entre les sexes et ont des effets sur l'emploi des femmes (la bonne conscience pour cacher l'abus). En outre, les conventions internationales visent à protéger les femmes en adoptant une norme mondialisée qui laisse sans voix les femmes des pays du Tiers Monde. La plupart des recherches sur la mondialisation ne se font pas dans une perspective de genre. À ce propos Saskia Sassen (2003), cité par H. Hirata (2006), signale que ces études portent sur les sphères les plus élevées et sur l'hyper mobilité du capital. Or, la majorité écrasante des femmes ne sont pas des acteurs économiques de ces sphères, mais, plutôt des sphères de l'économie informelle qui est exclue de ces recherches.

Ainsi, nous constatons que le développement fulgurant des inégalités se généralise aux quatre coins du monde depuis trois décennies. Aux prises avec le même problème, Zacharie et Tous-saint (2000) signalent que ce processus de globalisation produit des inégalités plurielles. Voici quelques pourcentages qui intéressent notre travail et qui sont extrait de l'ouvrage de ces deux auteurs:

1.2.1 Les inégalités sont d'abord globales

Les 20% des êtres humaines les plus riches du monde se partagent 85% du revenu mondial, alors que les 20% des plus pauvres se contentent de 1,4% de ce même revenu. Plus de 800 millions d'êtres humains ne mangent pas à leur faim et environ 500 millions d'individus souffrent de malnutrition chronique. La croissance est un échec pour plus d'un quart de la population mondiale. Entre 1987 et 1999 le nombre des personnes vivant sous le seuil de pauvreté

absolue (évalué par la Banque Mondiale au revenu excessivement bas d'un dollar par jour) est passé de 1,2 milliard à 1,5 milliard ; 3 milliards de personnes (soit un être humain sur deux) vivent aujourd'hui avec moins de deux dollars par jour.

1.2.2 Les inégalités sont ensuite ciblées.

On trouve en première ligne les jeunes:

Près de la moitié des habitants du Tiers-Monde (ou vivent 80% de la population mondiale) a moins de 20 ans, 200 millions d'enfants de moins de cinq ans sont sous-alimentés, 250 millions d'enfants sont obligés de travailler. Mais, les jeunes sont aussi touchés dans les pays du Nord. Un quart des Belges qui vit sous le seuil de pauvreté a moins de 25 ans. Le taux de pauvreté des Français de moins de trente ans a doublé entre les années 80 et 90. En 2006, le taux de pauvreté des 18-24 ans est de 21 %, avec un écart notable entre hommes (18,9 %) et femmes (23,2 %). (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques)

En seconde ligne, on trouve les femmes:

La pauvreté n'est pas vécue de la même manière par les hommes et par les femmes. Aux Etats-Unis, si en 1940 les femmes ne représentaient que 40% des pauvres, aujourd'hui elles en représentent 60%. Dans les pays du Sud, le nombre des femmes vivant sous le seuil de pauvreté a augmenté de 50% au cours des trente dernières années (30% pour les hommes). A l'échelle mondiale, 70% des pauvres sont des femmes. La mortalité maternelle dans les pays du Tiers Monde - 384 pour 100.000 naissances vivantes – reste 12 fois plus élevée que dans les pays de L' OCDE.¹

1.2.3 Les inégalités sont géographiques

Les habitants des pays industrialisés constituent seulement un cinquième de la population mondiale, mais ils consomment par habitant près de neuf fois plus d'énergie d'origine commerciale que les habitants des pays du Tiers Monde. A l'opposé, le 80% de pauvres de la planète est concentré en douze pays (Inde, Chine, Brésil, Nigeria, Indonésie, Philippines, Ethiopie, Pakistan, Mexique, Kenya, Pérou et Népal), mais on retrouve partout, au Nord comme au Sud, de fortes inégalités intra-régionales. Le 10% des Brésiliens les plus riches possèdent 47% du revenu national. Près de 20% des habitants de l'Union européenne et des Etats-Unis vivent sous le seuil de pauvreté.

¹ Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

1.3 Les programmes d'ajustement structurel

Dans cet ordre des choses, quand un pays du Tiers Monde est en crise d'endettement, c'est-à-dire incapable de payer les intérêts de sa dette, il ne reçoit pas de nouveaux crédits des banques, si ce n'est à condition de s'adresser au Fonds Monétaire International (FMI) et d'appliquer ses programmes d'ajustement structurel (PAS) qui comportent les mesures suivantes:

- *Garantir le principe de propriété comme garantie de liberté et d'esprit d'entreprise.*
- *Promouvoir le marché et la concurrence comme forme de régulation de l'économie et de la société.*
- *Contrecarrer le pouvoir d'organisation et de participation des travailleurs et des travailleuses en les dispersant pour éviter la constitution de nouveaux acteurs politiques.*
- *Restreindre l'intervention de l'Etat dans l'économie et dans la société en général.*

Les conséquences de cette politique sont:

- *Bas niveau de salaires*
- *Chômage massif*
- *Expansion du secteur informel*
- *Croissance du sous-emploi*
- *Destruction des structures sanitaires, scolaires et sociales en général*
- *Destruction des industries nationales et implantation des multinationales.*
- *Violence politique et structurelle.*

La globalisation économique, marquée par les lois de l'économie libérale, provoque des déséquilibres sociaux dans les pays pauvres et en conséquence des déplacements de populations à l'intérieur d'une nation et des flux migratoires au niveau mondial.

Jeffrey Sachs, célèbre économiste d'Harvard et assesseur de quatre gouvernements boliviens pour l'imposition des programmes d'ajustement structurel, écrivait dans « The Economist » à propos de la croissance dans les pays pauvres:

« Un des aspects peut-être les plus durs de cette problématique est que le monde devra assister à des flux migratoires beaucoup plus grands. Les pays développés préfèrent croire que la migration peut diminuer grâce au développement des pays pauvres. Mais, s'il est vrai que malgré les bonnes administrations, les régions géographiquement désavantagées sont simplement incapables d'un développement

plus rapide, alors l'immigration s'étendra. Déjà aujourd'hui, beaucoup d'économies des pays du Sud sont fortement basées sur des flux migratoires des travailleurs. Cela concerne la Bolivie, le Burkina Faso, El Salvador, l'Éthiopie, la Jamaïque, le Pérou, les Philippines et la Tanzanie pour ne nommer que quelques pays. À cela s'ajoute le fait qu'une croissance démographique accrue va se produire précisément dans ces zones dépourvues de perspectives de développement. En conséquence, nous pouvons nous attendre à une augmentation dans la pression migratoire qui va s'exercer depuis les pays pauvres vers les pays riches. » (La Razón, suplemento: Ventana, 17 de Agosto 1997) ²

Sachs montre clairement qu'une des conséquences de l'application des politiques économiques d'ajustements structurels dans les pays du Tiers Monde sont les flux migratoires de plus en plus grandissants du Sud vers le pays du Nord. Ainsi, on constate que le libéralisme économique provoque des crises migratoires, mais se refuse à en assumer la responsabilité et donc les conséquences.

1.4. Le transfert monétaire des immigrants

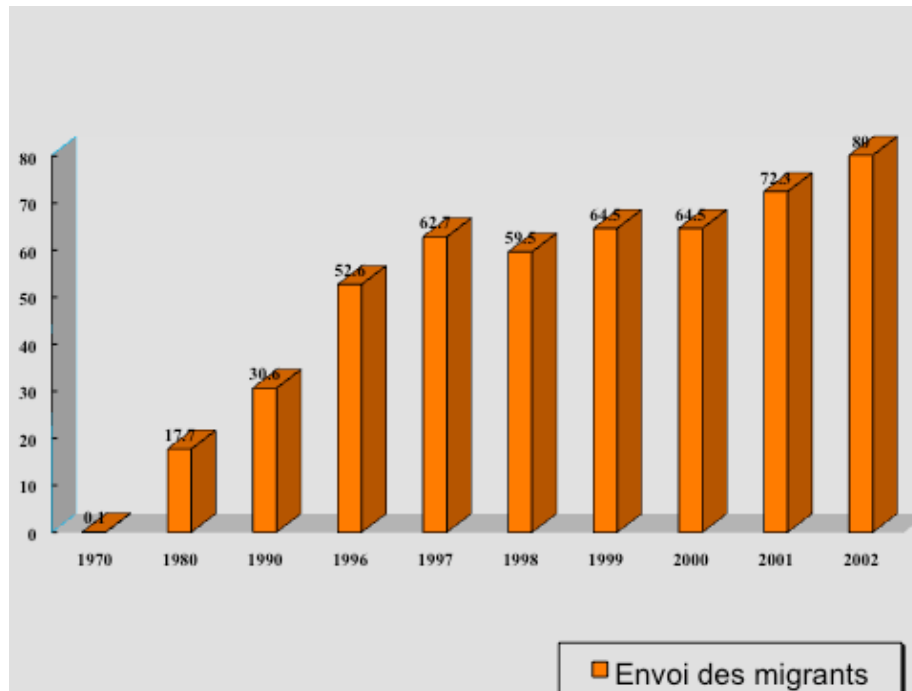
Dans cette dynamique, les gouvernements du Sud jouent un rôle important. Jusqu'à aujourd'hui, en effet, les pays du Sud n'ont pas élaboré une politique restrictive des migrations, et ceci parce que ces migrations ont des retombées économiques positives. Selon les données de la Banque Mondiale³ on calcule qu'en 2001, le montant global des transferts monétaires envoyés par les migrants à leur pays d'origine avait atteint 723 milliards USD soit 1,3% de leur PIB.

En moyenne, les latino-américaines et les caribéennes envoient à leur famille 250 dollars entre huit et dix fois par an (BID, 2001). Pour certains pays, les montants de ces envois ont un impact très important au niveau macroéconomique, représentant entre 8% et 14% du PIB. Plus de 80% des envois familiaux reçus par les familles en Amérique latine sont utilisés pour l'alimentation (CEPAL, 2000b) et secondairement pour augmenter les économies et développer des entreprises productives. La survivance de beaucoup de foyers latino-américains dépend de l'argent envoyé par des travailleuses immigrantes. (Yepes del Castillo, 2003)

² La traduction de l'espagnol au français est de E. Bravo.

³ Global Development Finance 2003, cité par Wahba (2005)

Figure 1
Envoi des migrants des PED vers leur pays d'origine
(En milliards de dollars)



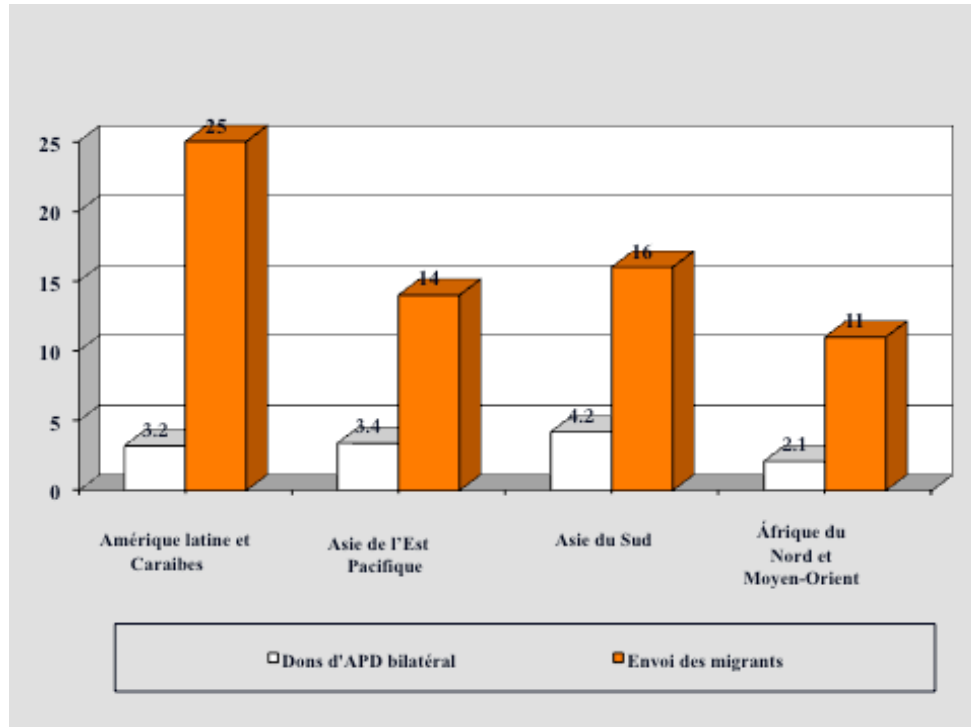
Source : Banque Mondiale, Global Development finance 2003. In : Toussaint, (2003, p. 20)

Cette importante augmentation des envois des migrants vers leurs pays d'origine est illustrée dans la figure 1. Nous constatons qu'en 1970 les envois étaient moindres. C'est à partir des années quatre-vingt jusqu'en 2002 qu'il y a une augmentation des envois des migrants de 160 %.

En outre, des régions entières des pays du Tiers Monde reçoivent beaucoup plus de dons de la part des migrants installés dans les pays riches que ce qui entre dans le pays via les dons d'APD bilatérale (Figure 2).

Figure 2

Comparaison entre les montants envoyés par les migrants et les dons d'APD bilatérale en 2002 (en milliards de dollars)



Source : Banque mondiale et le FMI, en 2002. In : Toussaint, (2003, p. 20)

La figure 2 nous montre que les familles envoient 8 fois plus d'argent pour l'Amérique latine et les Caraïbes que l'aide pour le développement.

A la fois, les envois des migrants sont source de super profits pour les banques. On estime que pour envoyer 7,2 milliards de dollars aux pays du Tiers Monde, en 2001, les migrants ont dû payer 1,2 milliards de dollars. En d'autres mots, les banques gardent un 7 à 18% du montant envoyé par les migrants. (Toussaint, 2003)

2 LA SITUATION DES FEMMES DANS LE SUD ET DANS LE NORD

2.2 Situation des femmes en Amérique latine

Parallèlement à l'imposition des programmes économiques d'ajustement structurel en Amérique latine, nous pouvons observer un nouveau type de migration constitué par des femmes qui émigrent seules. Plusieurs études confirment que les acteurs de ces flux migratoires des dernières décades sont essentiellement des femmes (Gallardo Rivas, 1995 ; Herranz, 1995 ; Gregorio Gil, 1995).

Selon le rapport des Nations Unies (2008), la migration féminine au niveau mondial a augmenté. En 1975, les femmes migrantes étaient 40,1 millions; 15 ans après (1990), le chiffre arrive à 57,1 millions. La même année, 48% des migrants qui traversent les frontières étaient des femmes. Entre 2006 et 2008 50 % des migrants sont des femmes.

Cette présence majeure des femmes dans le flux migratoire, dès la fin des années 80, s'intègre dans une des caractéristiques des migrations de fin du siècle, la féminisation de la migration. C'est un phénomène nouveau parce qu'il s'éloigne du profil traditionnel du migrant et de l'idée que la femme participe seulement dans les mouvements migratoires quand les distances sont courtes –migration rurale-urbaine - (Gregorio Gil, 1992).

Les nouveaux flux migratoires de l'Amérique latine sont un exemple clair de cette féminisation de la migration internationale.

Nous pouvons trouver les raisons pour ces flux migratoires dans les données suivantes:

2.2.1 Femmes et pauvreté

- En Amérique latine, l'incidence de la pauvreté dans les foyers s'est élevée de 37% en 1980 à 39% en 1990, développement attribuable exclusivement à la pauvreté urbaine et concentrée dans des foyers à direction féminine. (Commission Economique pour l'Amérique Latine, 2003)
- Les femmes cheffes de foyer comptent moins d'entrées salariales que les hommes et ceci autant dans les foyers pauvres que dans les foyers plus riches. Les foyers monoparentaux majoritairement, dirigés par des femmes, souffrent de désavantages supplémentaires liés

au travail domestique non rémunéré. (Commission Economique pour l'Amérique Latine, 2003)

2.2.2 Femmes et travail

- Un des effets les plus évidents de la crise, c'est le chômage croissant de la population en général, mais plus précisément de la population féminine jeune. Le pourcentage de femmes de plus de 15 ans sans salaire est amplement supérieur à celui des hommes. (Arriaga, 1994)
- L'augmentation notable de l'activité féminine va de pair avec l'augmentation importante de la précarisation de l'emploi. Il faut dire qu'une grande majorité des femmes sont employées dans les secteurs informels et de base productivité. (Yepes del Castillo, 2003)
Des données diffusées par la CEPAL (2007) révèlent une tendance croissante à l'intégration des femmes au marché du travail rémunéré plus fortement que celle des hommes. Ainsi, entre 2002 et 2005, se sont intégrés au marché de l'emploi 2,8 millions de femmes et 2,5 millions d'hommes comparativement à 2,2 millions de femmes et 2,0 millions d'hommes pour la période allant de 1990 à 2002. Ces données ne font toutefois pas mention des piètres conditions de travail, un aspect très important qui reste parfois caché lorsqu'on regarde les indicateurs macro-économiques.

2.2.3 Femmes et formation professionnelle

- Les femmes ont besoin, en moyenne, de quatre années de plus de scolarité pour obtenir les mêmes revenus que les hommes; et en moyenne, de deux années de plus pour avoir la même opportunité d'accéder à un emploi formel. (Yepes del Castillo, 2003)
- L'augmentation de l'emploi des femmes de formation moyenne et inférieure, va de pair avec la diminution de l'emploi de femmes de formation supérieure. Chose paradoxale, les latino-américaines ont atteint des niveaux de formation scolaire supérieure aux hommes et, au niveau professionnel, ont atteint un pourcentage plus élevé d'années de formation, mais elles souffrent plus durement du chômage, de la discrimination salariale et des conditions horaires. (Commission Economique pour l'Amérique Latine, 2003)

2.3 Situation des femmes en Suisse

Dans la perspective de l'internationalisation chaque fois plus grande de l'économie, les flux migratoires féminins montrent un lien entre le chômage massif des femmes dans les pays du Sud et la demande dans les pays du nord de main-d'œuvre migrante féminine. C'est ainsi que les Colombiennes, les Equatoriennes, les Péruviennes et les Boliviennes viennent en Suisse parce qu'il existe une augmentation réelle de la demande de main-d'œuvre féminine dans le secteur du travail domestique et de la garde des enfants. Les facteurs les plus importants pour cette demande sont:

2.3.1 Incorporation des femmes suisses au travail professionnel et salarié

Les transformations économiques et sociales ont permis l'incorporation des femmes suisses au travail professionnel et salarié. La majorité des mères en Suisse (60 %) exerce une activité lucrative. Un 40% de femmes travaillent à temps complet. Lorsque l'âge de l'aîné des enfants se situe entre 0 et 6 ans, 46,4% des mères de famille exercent une activité lucrative, dont 8 % à temps complet, 38,4 % à temps partiel. OFS (1996)

Les dernières données de l'OFS (2007) montrent que les hommes entre 18 et 50 ans, sont approximativement 90% à avoir un poste à plein temps. Les femmes entre 18 et 35 ans dans un couple sans enfant sont 65,4% à s'investir dans un poste à plein temps. En deuxième position, arrivent les femmes dans un couple sans enfant entre 36 et 50 ans qui ne sont plus que 39% à travailler à temps plein. Cette catégorie peut réunir deux groupes de femmes: celles qui n'ont pas eu d'enfants ou celles dont les enfants ne vivent plus dans le ménage familial. De manière générale, la présence d'enfants dans le ménage signifie une diminution importante de l'activité professionnelle de la femme, qui va de pair avec une augmentation du travail à temps partiel (inférieure à 50%) et l'arrêt de l'activité professionnelle.

L'augmentation de la proportion des femmes qui exercent une activité rémunérée est conséquence non seulement du désir d'émancipation des femmes, mais également d'une nécessité économique. De la même manière, on observe que le mariage traditionnel comme modèle familial n'est plus en vogue. Aujourd'hui, les salaires des femmes qui assurent le minimum vital sont plus importants.

2.3.2 Transformation de la famille suisse en famille nucléaire

Les familles suisses se sont transformées en familles nucléaires qui ne comptent plus sur l'aide du clan familial. A la fois, la famille nucléaire, elle-même, n'est plus une forme de vie stable, comme le montrent les pourcentages des divorces.

En Suisse, un 60 % des femmes et des hommes vivent en couple avec des enfants. Un 40% des couples divorcent, le chiffre le plus récent disponible à l'OFS concerne l'année 2007 pour laquelle l'indicateur s'élève à 52.6% à Fribourg et à 49.1% au niveau suisse.

2.3.3 Partage des tâches domestiques entre femmes et hommes

En règle générale, les couples suisses n'ont pas résolu le problème du partage des tâches domestiques dans la maison. Le travail domestique continue à être le domaine exclusif des femmes.

S'agissant de la répartition des tâches entre les sexes, on observe que les travaux ménagers ainsi que l'éducation et les soins des enfants sont assurés principalement par les femmes. La part des hommes est très faible. Pour les couples sans enfant, 0,3% des hommes et 1,4% des femmes déclarent s'investir plus de 40 heures par semaine. La présence d'un ou plusieurs enfants dans le ménage fait passer ces chiffres respectivement à 1,6% et 40,5%.⁴ On peut voir dans ces chiffres un indice montrant que dans notre société la répartition traditionnelle des rôles, la femme travaillant au foyer, l'homme exerçant une activité lucrative, n'est pas aussi menacée qu'on le dit. On peut y voir aussi une preuve à l'appui de la thèse selon laquelle les femmes (actives) supportent dans la vie une double charge, c'est-à-dire leur activité professionnelle et l'essentiel des responsabilités domestiques. Le tableau suivant montre le nombre d'heures par semaine en moyenne des tâches domestiques et familiales accomplies pour les femmes et les hommes.

⁴ Office fédéral de la statistique, Enquête suisse sur la population active, module "Travail non rémunéré" 2007

Tableau 1
Travail domestique et familial selon les activités
 Nombre d'heures par semaine en moyenne en 2007

Selon la tâche	Nombre d'heures par semaine en moyenne	
	Femmes	Hommes
Tous les ménages		
Préparer les repas	7,1	3,1
Laver et ranger la vaisselle, mettre la table	2,7	1,6
Faire les achats	2,7	1,9
Nettoyer, ranger	4,9	1,7
Faire la lessive, repasser	2,7	0,5
Travaux manuels	0,9	2,1
Animaux, plantes, jardinage	3,0	2,7
Travaux administratifs	1,0	1,4
Nourrir les petits enfants, les laver	1,2	0,6
Jouer avec les enfants, faire les devoirs	3,3	2,4
Accompagner les enfants, les emmener quelque part	0,4	0,3
Soins et assistance aux adultes	0,2	0,1
Seulement les ménages avec des enfants ou avec des personnes nécessitant des soins		
Nourrir les petits enfants, les laver	9,0	4,8
Jouer avec les enfants, faire les devoirs	10,2	7,3
Accompagner les enfants, les emmener quelque part	1,3	0,9
Soins et assistance aux adultes	10,7	7,6

OFS, ESPA: Temps consacré au travail domestique et familial: évolutions de 1997 à 2007, p. 9.

Le tableau 1 nous montre clairement que pour tout ce qui est préparation de repas, nettoyage, rangement, lessive, les femmes accomplissent plus d'heures que les hommes. Ceux-ci sont quasiment absents de l'entretien du linge et du nettoyage. A la maison, ils se consacrent à ce qui se voit, aux activités comme le bricolage et le jardinage.

En revanche pour les tâches administratives et les travaux manuels, les hommes dépassent les femmes avec un petit pourcentage. Plus important encore, pour nourrir, laver, jouer et faire les devoirs avec les enfants, ce sont encore les femmes qui consacrent plus de temps que les hommes. Ces heures augmentent nettement pour les femmes dans les ménages avec des enfants ou avec des personnes nécessitant des soins.

Compte tenu que les études sur les femmes immigrantes « illégalisées » en Europe présentent des traits communs propres à ces collectifs, nous avons voulu voir si la situation des femmes en Europe présentait aussi des caractéristiques communes en ce qui concerne les tâches domestiques. Pour ce faire nous avons trouvé le tableau ci-dessous qui montre que les tâches domestiques continuent à être partout en Europe le domaine des femmes. On montre ces chiffres à titre indicatif, nous ne développerons pas d'avantage ce sujet dans le cadre de ce travail.

Tableau 2

Durée consacrée par les hommes à chaque activité						
	Allemagne	Espagne	France	Italie	Suédé	Royaume -Uni
Travail et étude	+ 72	+ 91	+ 61	+ 111	+ 38	+ 69
Tâches domestiques	- 44	- 77	- 47	- 70	- 33	- 46
Déplacements	+ 11,5	+17	+ 17	+ 28	+ 8	+ 6
Sommeil	- 1	+ 1	- 2	=	- 2	- 2
Repas et soins personnels	- 6,2	+ 1	- 1	+ 3	- 11	+ 9
Temps libre, loisirs	+ 8, 6	+ 18	+ 15	+ 24	+ 7	+ 9
Lecture: en moyenne en Allemagne, les hommes consacrent 72 % de temps en plus que les femmes au travail ou aux études et 44 % en moins aux tâches domestiques.						

Source: Eurostat- Enquêtes nationales sur l'utilisation du temps réalisé entre 1998 et 2004 In: Observatoire des inégalités, juin 2006, p.1.

Le présent tableau montre que la division du travail entre les sexes en Europe est clairement définie, les femmes assumant quasi entièrement les tâches domestiques. Davantage dans les pays du sud comme l'Italie et l'Espagne que dans les pays scandinaves. Les durées de sommeil, de repas et de soins personnels sont relativement équivalentes entre hommes et femmes, à quelques nuances près. Le temps de travail rémunéré des hommes dépasse nettement celui des femmes, de plus de 60 % (111 % en Italie), notamment du fait du temps partiel.

En ce qui concerne les tâches ménagères les hommes consacrent entre 30 et 70 % de temps en moins. Ils sont notamment quasiment absents de l'entretien du linge et du nettoyage. A la maison, ils se consacrent à ce qui se voit, aux activités comme le bricolage, le jardinage. Conséquence de ces disparités, la durée du temps de loisirs des hommes est nettement supérieure

à celle des femmes, avec un écart particulièrement important en Italie. Ainsi nous constatons que la situation des femmes en Suisse en ce qui concerne les tâches domestiques n'est pas différent des femmes des autres pays européens.

2.3.4 Manque et/ou absence de structures sociales

A l'heure actuelle il existe un problème grave en Suisse par manque ou absence de structures sociales (crèches, garderies, écoles maternelles) qui pourraient permettre aux femmes de concilier maternité, vie privée et vie professionnelle. Pour l'ensemble de la Suisse, les places mises à disposition par les structures d'accueil, était en 1991 de 1,34 place disponible pour 100 enfants. Pour le canton de Fribourg de 0,5 places seulement.⁵

Les chiffres plus récents de l'OFS indiquent qu'en 2005 Fribourg comptait 27 crèches ce qui représentait 1,34 établissements pour 1'000 enfants. Il s'agit du taux le plus bas en comparaison avec les autres cantons voisins (Berne, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Soleure) et aussi des cantons de la région lémanique (Genève, Vaud, Valais). Au niveau suisse, Fribourg se classe 13^{ème} sur 22.

La ville de Fribourg et son agglomération sont particulièrement bien équipées par rapport au reste du canton. En 2008, la moyenne cantonale se situait alors à 5.4 places pour 100 enfants.

Nous avons trouvé intéressant de comparer la situation des infrastructures consacrées à la garde des enfants avec le contexte Européen. Anne Daguerre (2004) dans son article « Du rôle des crèches en Europe » donne les pourcentages suivants (avant l'âge de 4 ans) en 2002:

⁵ Accueil de la petite enfance: Un atout pour les communes, Bureau Cantonal de l'Égalité Hommes Femmes et de la Famille. 1999

Tableau N° 3
Budget consacré à la garde d'enfants dans
le système préscolaire (avant l'âge de 4 ans)

Pays	Pourcentage de son PIB.
Allemagne	0,8 %
Pays Bas	0,6 %
Royaume-Uni	0,5 %
Danemark	2,7 %
France	1,3 %
Suède	1,9 %
Source : Daguerre (2004) Le Monde Diplomatique	

Il est significatif de constater que des pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (champion toutes catégories du sous-équipement) consacrent des pourcentages très bas de leur Produit Intérieur Brut pour les infrastructures destinées aux petits enfants. Dans le second groupe de pays étudiés, le Danemark, la France et la Suède les pourcentages augmentent.

Ces pourcentages nous montrent que partout en Europe la pénurie des crèches est similaire à la situation en Suisse. D'un autre côté, les femmes, y compris les mères des petits enfants, s'incorporent de plus en plus au travail salarié. (Daguerre, 2004). Ces chiffres (tableau 3) montrent que partout en Europe, les femmes ont besoin de l'aide d'une autre femme pour pouvoir concilier travail et maternité, créant une demande de main d'œuvre bon marché qui est résolue par les femmes étrangères « illégalisées » .

3 LATINOAMERICAINES « ILLEGALISEES »

Avant de présenter les résultats des interviews que nous avons fait auprès de jeunes femmes latino-américaines „illégalisées“ travaillant dans le secteur domestique et la garde des enfants, je voudrais les remercier pour avoir accepté de me raconter leur vécu. Je salue leur courage et je leur suis reconnaissante pour leur contribution à l’histoire sociale et politique de l’Amérique Latine.

3.2 Caractéristiques de cette population

Nous avons interviewé 20 femmes latino-américaines venant de Colombie, Équateur, Pérou et Bolivie. Il s’agit d’une population économiquement active, entre 21 et 35 ans. La plupart sont célibataires. Deux femmes vivent avec leur mari de même nationalité et trois autres ont laissé leur mari et leurs enfants dans leur pays d’origine.

Quant à l’extraction sociale des immigrantes, on peut diviser les interviewées en deux groupes. Un premier groupe d’entre elles appartiennent à une couche défavorisée, les femmes étant filles de mineurs et d’ouvriers. Les autres, si l’on considère l’activité professionnelle des parents, enseignant, dentiste, secrétaire de direction, correspond à une classe moyenne. Ces données correspondent aux résultats des recherches sur les migrations et montrent qu’en Amérique latine la mobilité du travail ne se produit pas dans les familles les plus paupérisées. (Gallardo Rivas, 1995 ; Herranz, 1995 ; Gregorio Gil, 1995)

Toutes les femmes interviewées viennent d’un milieu urbain, c’est-à-dire des grandes villes. Quant à leur formation professionnelle on peut aussi les diviser en deux groupes en relation étroite avec l’extraction sociale des immigrantes. Premièrement, parmi les femmes appartenant à la classe ouvrière, la plupart ont suivi l’éducation primaire et secondaire et n’ont pas pu réaliser d’études supérieures. Dans le groupe appartenant à la classe moyenne, la plupart ont fait un baccalauréat, certaines ont entrepris des études universitaires et d’autres ont même terminé des carrières universitaires. Parmi les femmes que nous avons interviewées se trouve une psychologue ayant fini ses études en Union Soviétique, une chimiste qui avait été assistante à l’Université San Marcos au Pérou et une enseignante en Bolivie.

Compte tenu du type de travail que font les immigrantes, leur formation antérieure est inutile pour l’insertion professionnelle dans le monde du travail.

La situation de toutes ces femmes a les traits communs suivants:

3.1.1 La nécessité de travailler a motivé le voyage

La raison fondamentale pour immigrer est la nécessité de travailler. Parmi les femmes qui nous ont raconté leur vécu en tant que migrantes, deux sont arrivées en Suisse à la suite d'une décision de leur mari. Ces derniers sont venus plusieurs fois pendant l'été pour gagner de l'argent en faisant de la musique dans les rues et ont remarqué les possibilités de travail qui existent pour des femmes. L'image d'un pays prospère économiquement est transmise par les immigrants qui ont vécu en Suisse pendant un certain temps, ce qui provoque une „migration en chaîne“. La situation de ces femmes avant de venir en Suisse se caractérise par la précarité du travail féminin et l'impossibilité de faire des études dans le pays d'origine:

« Je travaillais dans une banque, j'avais un salaire de 250US\$. Moi, j'étais obligée de vivre avec mes parents parce que c'était impossible pour moi de payer un loyer. Le loyer d'une chambre en Bolivie est de 100 à 150US\$. » (Sandra⁶, bolivienne)

« En Suisse, j'ai la possibilité de travailler les week-end, pendant les vacances et comme ça de payer mes études. En Colombie, il est impossible de réaliser les 2 choses. » (Judith, colombienne)

D'après les témoignages de femmes latino-américaines, on peut affirmer que ces nouveaux flux migratoires n'ont pas la caractéristique de réunification familiale qu'avaient les flux migratoires des années 70. Il s'agit d'une migration autonome et de caractère économique. Aucune des femmes interviewées n'a exprimé une autre raison comme le désir d'émancipation ou le désir de chercher un partenaire. Toutes ont dit avoir la responsabilité d'aider leurs familles, leurs enfants, leurs parents. Dans le cas des jeunes femmes qui font des études, elles doivent travailler pour payer leurs études et aussi pour envoyer une aide financière à leurs familles. Judith (colombienne) et Ingrid (bolivienne) ont fait des études à côté de leur travail. Elles disent qu'elles ne peuvent pas envoyer de l'argent tous les mois, mais aident leurs familles de temps en temps.

⁶ Les noms des immigrantes latino-américaines sont tous d'emprunt

3.1.2 La présence d'une amie ou d'une autre personne de la famille en Suisse

La relation de la personne avec des membres de la famille ou des connaissances résidant en Suisse leur a permis de disposer des informations nécessaires pour réaliser le voyage. Voici ce que disent les immigrantes à ce propos:

« Mes tantes habitent ici, elles m'ont aidé à trouver du travail. » (Teresa, équatorienne)

« Une amie bolivienne, qui est aussi de Cochabamba et qui vit depuis trois ans en Suisse, m'a animé et m'a donné des informations pour réaliser le voyage. Les premiers mois, elle m'a reçue chez elle jusqu'à que je trouve un travail et un logement. » (Sofia, bolivienne)

« C'est ma tante qui m'a invitée, les premiers temps j'ai vécu chez elle. Après, elle m'a aussi aidé à trouver un travail et un logement » (Ingrid, bolivienne)

3.1.3 Le voyage en Suisse a été réalisé grâce à des emprunts

Il existe deux voies d'entrée en Suisse:

Les femmes qui viennent pour la première fois entrent comme touristes, par l'aéroport de Genève ou de Zurich. A l'époque où nous avons parlé avec elles, il n'existait pas encore l'obligation d'obtenir un visa d'entrée.

Les femmes qui ont séjourné en Suisse quelques années et qui sont retournées dans leur pays d'origine. Après un certain temps, elles ont décidé de retourner en Suisse, mais elles avaient peur d'être repérées par la police à l'aéroport. Ainsi, elles sont arrivées dans un pays limitrophe de la Suisse et ont traversé à pied la frontière entre la Suisse et l'Allemagne ou en voiture par la frontière italienne. Dans les deux cas, elles ont été accompagnées par un passeur suisse qui a reçu pour ce service entre 2000 et 5000 Frs.

Pour celles qui sont arrivées par voie aérienne, l'argent pour acheter le billet d'avion a été obtenu grâce à des emprunts, soit de parents, soit des immigrantes elles-mêmes. Voici quelques extraits à ce sujet:

« Je n'ai pas fini de payer le billet, nous étions 3 à l'époque: mon mari, moi et mon fils. » (Maria, bolivienne)

« Mes parents ont payé mon billet, ils ont dû emprunter de l'argent, ils ont payé 1500US\$ et comme le salaire de ma mère comme enseignante est de 150US\$, ça a été trop salé pour eux. » (Sandra, bolivienne)

« La vérité, la vérité, j'étais très mal là-bas, j'avais un travail temporaire. Je livrais les uniformes aux policiers et je gagnais 2US\$ par jour et je travaillais seulement 3 ou 4 fois par semaine. Mon mari travaillait en faisant de la musique, mais il gagnait peu. Alors, j'ai dû emprunter de l'argent à plusieurs personnes pour acheter les billets d'avion » (Miriam, bolivienne)

La majorité de ces femmes avait l'espoir d'améliorer leur vie et celle des leurs. Elles se basaient sur les informations qu'elles avaient reçues de la part de la famille ou des connaissances.

« Moi, j'avais l'espoir de vendre de l'artisanat et mon mari de faire de la musique, mais il y a beaucoup de concurrence, et comme moi je suis arrivée tard, c'est très difficile pour nous. » (Miriam, bolivienne)

« Moi, je pensais que j'aurais un travail le lendemain de mon arrivée, un toit où vivre et de quoi manger, parce qu'on m'a dit qu'ici c'était facile de gagner de l'argent. » (Mirta, péruvienne)

3.2 Le travail en Suisse

L'accès à un premier travail est possible grâce aux contacts qu'ont les immigrantes avec des personnes du même pays et parlant la même langue. Dans la plupart des cas interviewés, le réseau social et familial a permis d'accéder au premier emploi. Dans un cas seulement, il a été question de faire recours à une annonce dans un journal. La recherche de travail a duré de 2 jours à 2 mois. Les journées de travail sont de 8 à 10h dans le nettoyage et la garde des enfants. Les salaires vont de 8 à 10 Frs. l'heure pour la garde des enfants et de 15 à 17 Frs. pour 1 heure de nettoyage. Une seule personne gagne 20 Frs. l'heure de nettoyage. Il existe aussi des salaires mensuels. Ainsi, une jeune femme gagne 600 Frs. par mois pour s'occuper de toutes les charges ménagères, en plus de la garde des enfants (le logement n'étant pas inclus).

Ces chiffres ne sont pas valables pour toute la Suisse, il est certain qu'ils sont différents à Genève ou à Zurich, mais, les écarts ne sont pas énormes. Ces femmes racontent leurs expériences de travail:

« J'ai travaillé chez une dame qui était maniaque de la propreté et de l'ordre. Tous les jours, je devais faire un nettoyage à fond. Elle ne me laissait pas manger avant de finir mon travail, en plus, je devais manger à une autre table comme un petit chien. Un jour à 9.00h, je n'ai pas pu manger le petit déjeuner, parce que je n'avais pas fini de nettoyer les miroirs; à midi non plus, à 15.00h quand j'étais à moitié morte de faim, j'ai eu 10 minutes pour manger parce que je devais amener l'enfant à l'école. A mon retour, la dame m'a insultée en me disant que j'étais lente, un peu retardée comme une tortue. Je me sentais comme la pire des petites choses. » (Judith, colombienne)

« J'ai eu deux expériences terribles, traumatiques. Surtout une m'a rendu consciente du fait que je suis étrangère en Suisse et que de ce fait, il y a des droits que je n'ai pas. Par exemple: dans la première famille où j'ai travaillé, les filles étaient terribles et un jour elles ont perdu un ballon. Alors, leur père m'a déduit de mon salaire 80 Frs. (un ballon qui coûte 16 Frs.). Mon salaire était de 600 Frs. Pour un travail de 12 heures, de 7h. du matin à 19h. le soir, 80 Frs. pour moi c'était beaucoup! Ce jour-là j'ai donné mon congé, car il n'y avait plus de relation de confiance. » (Carmela, péruvienne)

Ces travailleuses "illégalisées" sont aussi bien exclues du travail légal et des allocations chômage que de la protection sociale. Pour survivre, elles n'ont donc pas d'autre ressource que le travail non déclaré. De ce fait, les charges sociales pour l'employeur sont nulles et elles sont infimes pour la collectivité. De plus, puisqu'elles ne sont soumises à aucune règle, les conditions de travail telles que la flexibilité du travail, le prolongement de la durée journalière et hebdomadaire dépendent du bon vouloir de l'employeur, ce qui est bien illustré par ce témoignage:

« Au début, j'étais employée seulement pour garder les enfants, peu à peu elle a commencé à me dire de passer l'aspirateur, de faire du repassage, même si elle me payait pour ces travaux ce n'était pas au prix que j'aurais pu recevoir ailleurs pour des heures de repassage et de nettoyage. » (Eli, colombienne)

« Ma journée de travail était jusqu'à 19h., de plus en plus madame arrivait passé 19h. Comme ça, je ne pouvais pas prévoir de sortir le soir ou d'aller au cours de français. »
(Romy, bolivienne)

De plus, la relation de travail peut donc être interrompue du jour au lendemain, sans préavis et cette interruption n'est grevée d'aucune restriction et d'aucun frais. Ces travailleuses ne perçoivent aucune allocation congé. La précarité est donc complète. Carmen raconte comment elle a été congédiée de son poste de travail:

« Elle n'était pas contente avec mon travail et un jour m'a dit de partir et que je n'avais pas besoin de revenir le lendemain, ça a été dur pour moi, je n'avais pas d'autre travail. » (Mirta, péruvienne).

3.3 Les conditions de vie

Ces femmes et leurs familles vivent dans des conditions matérielles précaires, à l'étroit et dans des conditions de promiscuité familiale. L'argent que les femmes gagnent représente l'unique entrée sur laquelle la famille peut compter pour sa subsistance, ce qui signifie une vie pleine de privations en Suisse.

« Des fois je passe devant une pâtisserie et j'ai envie de manger un gâteau, je fais les comptes je vois combien ça va me coûter, je le convertis dans la monnaie de mon pays, je pense à tout ce qu'on peut acheter là-bas avec cet argent et je pars » (Maria, bolivienne)

« Je ne vais jamais au cinéma, non plus au restaurant. Quelquefois, je vais aux fêtes des Latino-américains, mais on doit dépenser de l'argent pour acheter à boire, à manger, alors je ne vais pas souvent parce que je dois économiser. » (Romy, bolivienne)

D'autres femmes vivent avec leurs amis, pour elles la vie serait impossible sans l'aide économique de leur ami qui souvent paye le loyer et les charges. Celles qui vivent seules et sont indépendantes économiquement, mais qui font des études n'envoient pas d'argent à leurs familles tout les mois.

3.4 Les soins médicaux

Un des problèmes les plus douloureux qu'affrontent ces femmes et leurs familles est celui des soins médicaux. Comme elles n'ont pas le droit d'avoir une assurance maladie, en cas de pro-

blèmes de santé, ce sont les intéressées elles-mêmes qui supportent le quasi totalité de leurs dépenses de santé. Dès lors, elles font face à cette situation de trois façons différentes: ou bien elles ne se soignent pas, ce qui pose un problème de santé publique, ou bien elles ont recours à une médecine parallèle, ou bien enfin elles s'adressent à la médecine officielle mais notamment en cas d'hospitalisation, elles s'endettent de façon irrémédiable, puisque tous les frais (soins et séjour) sont à leur charge.

3.5 Les possibilités d'intégration

Une constante chez toutes ces femmes réside dans le fait que l'essentiel de leur vécu social se passe avec des gens de leur nationalité ou des étrangers d'autres nationalités, mais très peu avec des Suisses. Pour la plupart, le fait de ne pas parler la langue est un handicap pour faire des connaissances dans le milieu suisse. Voici comment 3 femmes nous racontent leurs contacts avec des Suisses et des étrangers:

« Avec les jeunes en général ça va bien, c'est une nouvelle génération plus ouverte, mais, en général, j'ai des contacts avec des personnes étrangères ou avec des Suisses qui ont des origines étrangères. » (Teresa, équatorienne)

« Je connais des Suisses qui sont mariés avec des femmes étrangères et aussi des collègues de travail, mais il n'y a pas de relation d'amitié avec eux. Des fois je suis invitée, mais ça reste un contact, pas une amitié. » (Maria, bolivienne)

« Je suis toujours avec les quelques amis que nous avons, qui sont de notre pays. J'ai peu de contact avec les Suisses, c'est difficile parce que je ne sais pas le français. » (Miriam, bolivienne)

La question de l'intégration ne se pose pas seulement au niveau des contacts avec l'autre culture mais, aussi au niveau de la compréhension et de l'acceptation de la différence. Ainsi une des étudiantes qui a vécu avec des étudiantes suisses, nous dit comment elle se sentait dans la communauté:

« Avec le garçon de la communauté, je m'entendais bien, mais, avec les deux filles, il y avait des problèmes. Elles étaient trop féministes et ma façon d'être ne leur plaisait pas. Elles me taquinaient, en me disant que les femmes sud-américaines perdent beaucoup de temps en se faisant belles pour plaire aux hommes. Elles ne comprenaient pas que je le

faisais pour moi. Ma mentalité est différente. Par exemple, pour une fête, j'aime me changer, me soigner, par contre elles, pas du tout. Elles sont toujours en jeans, t-shirt et sandales. Elles me disaient que je n'étais pas une femme indépendante. Je n'aimais pas du tout ça, parce que je suis indépendante à tous les niveaux, je travaille pour vivre et pour payer mes études et je fais seule toutes mes choses. » (Ingrid, bolivienne)

Une autre exprime ainsi la façon dont elle est ou pense être perçue par les Suisses:

« Je n'accepte pas que les Suisses pensent que les femmes latino-américaines sont à la recherche d'un mari suisse, qu'au premier qui passe à côté de nous, nous sauterions à son cou et nous nous attacherions à lui. En réalité, ce que nous cherchons ici, c'est un peu de contact, d'amitié, de chaleur humaine. En réalité, ce qui nous tue dans ce pays, c'est le manque d'amour; l'argent, on peu l'avoir si on travaille. » (Eli, colombienne)

On peut voir à travers ces témoignages que les femmes immigrantes latino-américaines se trouvent dans une position où elles ont de grandes difficultés pour le contrôle de leur propre milieu, pour devenir autosuffisantes et pour leur participation sociale. Carmen Gregorio Gil (1995) explique que ceci est dû à la position des migrantes qui est déterminé par l'interaction des variables socio économiques, socio culturelles, de genre, politiques et légales.

Du point de vue des variables socio économiques, les femmes, en général, constituent un groupe très attractif pour l'économie capitaliste, ce qui favorise leur insertion dans la classe travailleuse. Les femmes migrantes encore d'avantage, dû au fait que leur migration correspond à l'intérieur de ce système à la demande de main-d'œuvre bon marché pour réduire les coûts de reproduction du travail domestique. (Gregorio Gil, 1992, 1995).

Du point de vue des variables socio culturelles, la distance entre les migrantes et la société d'accueil ne peut pas être réduite aux seules différences linguistiques, culturelles, religieuses et phénotypiques. La valorisation qui se fait d'une culture n'est pas isolée des relations idéologiques sous-jacentes, qui se sont formées tout au long de l'histoire des relations entre les cultures. Cette valorisation ne le fait pas seulement la société d'accueil, mais, aussi les groupes de migrants, ce qui rend difficile un dialogue interculturel quand celui-ci s'avère nécessaire. Dans le cas d'Ingrid qui a pu vivre dans une communauté avec des étudiants suisses, cela représentait un atout pour l'apprentissage de la langue et pour une meilleure intégration à

la société suisse. Néanmoins, elle se sentait incomprise par les filles suisses, mais elle aussi ne comprenait pas leur attitude ni leurs idées « féministes ».

Du point de vue des variables de genre, la position structurelle en tant que femme tant dans la société d'origine que dans la société d'accueil va marquer le processus d'adaptation social dans la société d'accueil. Sa condition de mère, fille, épouse dans son pays d'origine va conditionner son projet migratoire et son intégration dans la nouvelle société, même si sa famille n'est pas présente. Mais, il y a aussi un autre aspect important concernant l'intégration, le travail réalisé par les immigrantes qui viennent d'une classe moyenne. Ces filles qui dans leur pays avaient des domestiques à la maison - qui sont souvent des indiennes à l'égard desquelles dans des pays comme la Bolivie, l'Equateur et le Pérou, il existe une discrimination très forte - maintenant travaillent en tant que domestiques. L'immigration a provoqué une descente dans leur statut professionnel et social impliquant l'appartenance à un groupe social inférieur, avec lequel elles peuvent ou non s'identifier. Si bien elles assument d'autres rôles comme celui de la personne qui travaille et qui envoie de l'argent qui sert à couvrir les besoins essentiels de la famille, elles ont perdu leur statut professionnel comme psychologue, en tant qu'assistante universitaire et chimiste ou comme enseignante.

Ainsi l'immigration signifie l'inclusion - malgré les immigrantes - dans des groupes à travers lesquels se créent des processus de formation de nouvelles identités. (Gregorio Gil, 1995)

Du point de vue des variables politiques et légales, comme conséquence de leur statut d'étrangères "illégalisées", ces femmes traversent de nombreuses difficultés légales qui les placent dans une situation très désavantageuse face aux femmes nationales et à d'autres femmes étrangères mais qui ont un permis de séjour et de travail.

Néanmoins, il faut dire que si tous les facteurs qu'on vient d'exposer vont conditionner le processus de participation sociale dans la société d'accueil, on ne peut pas les considérer comme déterminants. Ces femmes font des efforts importants pour surmonter leurs vulnérabilités soit de genre ou par leur caractère d'immigrantes. Pourtant, il n'est pas adéquat de les réduire exclusivement dans la catégorie de victimes et de les faire apparaître, malgré les limitations qu'elles affrontent, comme incapables de décider et d'agir de façon autonome en exerçant leurs potentialités.

CONCLUSION

L'immigration est un défi pour l'avenir, une tentative d'améliorer les conditions de vie ou de trouver une certaine sécurité et plus de liberté. Dans quelle mesure les immigrantes peuvent-elles réaliser ce projet? Cela dépend, en partie, des possibilités qui se présentent, de l'agir des immigrantes, mais surtout des politiques migratoires des pays d'accueil. En effet, le statut juridique qu'elles peuvent obtenir va déterminer fortement leurs possibilités d'avoir une place dans la société d'accueil ou d'être considérées comme exclues de celle-ci, celui-ci déterminant l'accès au marché de l'emploi et au système de sécurité sociale. Le statut juridique, ou son absence, est une des clés pour l'intégration ou pour l'exclusion. Les Etats récepteurs de cette main-d'œuvre disposent d'un pouvoir considérable sur le destin des immigrantes. Par leur politique, ils définissent les possibilités qui s'ouvrent pour elles.

Dans la perspective de la globalisation du système économique libéral, l'admission d'une main-d'œuvre étrangère doit servir les intérêts globaux de l'économie. Si pour la Suisse, l'admission de la main-d'œuvre étrangère doit répondre dans tous les cas aux intérêts économiques à long terme du pays, on peut légitimement se demander si le travail des illégaux et plus précisément des femmes « illégalisées » ne constitue pas une nécessité pour l'économie suisse. C'est grâce au travail bon marché de ces femmes qu'un nombre considérable de femmes suisses peuvent se libérer pour le travail professionnel et salarié. Ainsi, ces femmes avec leur travail contribuent grandement à promouvoir dans la réalité l'égalité hommes femmes et sont le soutien de la famille en Suisse.

En fait, actuellement, il n'existe pas de solution régionale ou nationale possible. Comme nous l'avons signalé, elle dépend des structures économiques mondiales. Toute législation ou politique migratoire est appelée à être un arrangement cosmétique ou un palliatif à une problématique qui est à résoudre de façon structurelle au niveau mondial.

Quelles sont les alternatives?

À court terme:

- Possibilité pour les femmes « illégalisées » d'obtenir un permis de travail et de séjour qui puisse leur permettre d'avoir une vie normale
- Possibilité d'apprendre la langue du canton d'accueil
- Possibilité de formation professionnelle

À long terme:

- Le problème de l'immigration est inséparable d'un réexamen des rapports avec le Tiers Monde et la définition d'un nouvel ordre économique international.
- Ce nouvel ordre économique international doit créer dans les pays du Sud des conditions de vie acceptables et dans les pays du Nord des structures sociales dont bénéficierait toute la population et qui donneraient aux femmes la possibilité de concilier maternité, travail professionnel et vie de famille. Dans le cas contraire, les femmes du Nord vont devoir continuer à employer de la main-d'œuvre féminine bon marché du Sud pour pouvoir s'émanciper.

REFERENCES

- Alba, M. et col. (1995). « El ajuste estructural en el Perú: Una mirada desde las mujeres ». *En: Ajuste estructural: Debate y propuestas. Pérou.*
- Arriaga, I. (1994). « Impactos de la crisis y el ajuste estructural sobre las mujeres ». *En: Isis Internacional* (Ed). De las Mujeres N° 21 107. Chili.
- Bissilliat, J. (2003). *Regards des femmes sur la globalisation*. Paris: Karthala.
- Bolzmann, C. (1998). « Migrations irrégulières ou irrégularisés? ». *Carrefour*, journal des Centres de Contact Suisses-Immigrés et de SOS Racisme. Mars N° 18.
- Bureau Cantonal de L'Egalité Hommes-Femmes et de la Famille (Ed.) (2009). *Portrait des familles fribourgeoises: Esquisses statistique* [Brochure]. Fribourg.
- Bureau Cantonal de L'égalité Hommes Femmes et de la Famille (Ed.)(1999). *Accueil de la petite enfance: Un atout pour les communes* [Brochure]. Fribourg.
- Bravo, E.B. (1998). *Politique d'admission et femmes en situation « illégale »*. Prise de position dans la session de la Commission d'experts « Migration » du Parlement suisse. 2 juillet, Berne.
- Bravo, E. B. (1997). « Jeunes femmes immigrantes: entre le rêve et la réalité ». Documentation de la Journée de la ONG Apres Pékin: *Jeunes femmes émancipées et égales?* (pp.16-25) Avril, Berne.
- Comisión Económica Para America Latina (CEPAL) (2007). *Rapport Annuel*. Chili
- Comisión Económica Para America Latina (CEPAL) (2003). *Rapport Annuel*. Journal La Razón, 31 août. La Paz-Bolivie.
- Chemillier-Gendreau, M. (1998). *L'Injustifiable, Les politiques françaises de l'immigration*. Paris: Bayard.
- Commission Fédérale des Etrangers (Ed.) (1996). *Esquisse pour un concept d'intégration*. [Brochure]. Berne.
- Conseil National. Suisse (Ed.) (1997). *Une Nouvelle Conception de la Politique en Matière de Migration*. [Brochure]. Berne.
- Daguerre Anne (2004). « Du rôle des crèches en Europe : Enfant ou travail, un dilemme toujours actuel ». *Le Monde Diplomatique*. Novembre.
- Duany, J. (1993). « Tendencias recientes en la migración caribeña ». *En: Lejos del país: Emigrantes, refugiados, exiliados*. Nueva Sociedad, N° 127, Septiembre-Octubre (pp.80-99)

- Duchrov U. (1991). « Europa in Weltsystem 1492-1992. Gibt es einen Weg der Gerechtigkeit nach 500 Jahren Raub, Unterdrückung und Geldver(m)ehrung? » In: *Junge Kirche, Beilage zu Heft*. N°9. September.
- Comisión Económica para América Latina (2007) *El aporte de las mujeres a la igualdad en América Latina y el Caribe*. [Brochure]. Chile.
- Espino, A. (2004) « Impacto del Área de Libre Comercio de las Américas en la situación de las mujeres ». In : Balbis, J. M. *A propósito del ALCA*. (pp. 123-160) San José, Costa Rica : Lara Segura & Asociados, S.A
- Espino, A. 2002. "¿A quien le conviene el ALCA?". En I. León; M. León, coords. *Mujeres contra el ALCA: razones y alternativas*, Quito: Área de Mujeres de la Agencia Latinoamericana de Información (ALAI), la Red Latinoamericana de Mujeres Transformando la Economía (REMTE), capítulo Ecuador, Fundación Ecuatoriana de Acción y Promoción de la Salud (FEDAEPS), (pp.10–26).
- Galeano, E. (1986). *Las venas abiertas de América Latina*. Madrid: Siglo XXI.
- Gallardo Rivas, G. (1995). *Buscando la vida: dominicanas en el servicio doméstico en Madrid*. Madrid: CIPAF, IEPALA.
- Gregorio Gil, C. (1995) « Racismo y género versus la participación social de las mujeres inmigrantes latinoamericanas ». Documentación de las Jornadas: *La mujer latinoamericana en la Migración Internacional*. Encuentro Europeo-Latinoamericano de mujeres de la Red «Aquí Nosotras». Madrid: AMDE/IEPALA.
- Hirata, H. (2006) « Mondialisation, travail et genre ». *Etudes féministes*. Juin/décembre.
- Hirata, H. (2005) Femmes et mondialisation, in *Femmes, genre et société, l'état des savoirs*, (dir.) M. Maruani, Paris: La découverte, (pp.398-405).
- Herranz, Y. (1997). « Transformación del mercado laboral de Madrid y feminización de la inmigración latinoamericana ». En: *Género, Clase y Etnia en los nuevos procesos de Globalización*. XI jornadas de investigación interdisciplinaria sobre la mujer, Madrid: Universidad Autónoma de Madrid. (pp.171-182).
- Houtard, F. et Polet F. (1999). *L'Autre Davos*. Paris: L'Harmattan.
- Lora, G. (1995). « Capitalización: Radiografía de la Burguesa Decadente ». *Hombre Nuevo* N°2, Abril-Mayo, [Brochure]. La Paz-Bolivia.
- Observatoire des inégalités (2006) *Qui passe la serpillière en Europe ?* 20 Juin.
- Office Fédéral de la Statistique (Ed) (2009). « Temps consacré au travail domestique et familial: évolutions de 1997 à 2007 ». In : *Comparaison des résultats de 1997, 2000, 2004 et 2007 du module sur le «Travail non rémunéré» de l'Enquête suisse sur la population active (ESPA). Situation économique et sociale de la population*. N° 20.
- Office Fédéral de la Statistique (Ed.) (1996). « Vers l'égalité? La situation des femmes et des hommes en Suisse ». Deuxième rapport statistique. [Brochure]. Neuchâtel.

- Office Fédéral de la Statistique (Ed.) (1999) *Evaluation monétaire du travail non rémunéré: Une analyse empirique pour la Suisse, basée sur l'enquête suisse sur la population active*. [Brochure]. Neuchâtel.
- Rauber, I. (1996). *Los hambrientos del Sur no se dejarán morir cruzados de brazos: La problemática de la migración vista desde el Sur*. Asociación Suiza-Cuba, Sección Autónoma [Brochure]. Zurich.
- Sassen-Koob, S. (1984). « Notes on the Incorporation of Thrid World Women in to Wage-labor Through Immigration and Off-Shore Production ». *International Migration Review*. Volume 18 N° 4 (pp.1144-1167).
- Stiglitz, J. (2002) *El malestar de la globalización*. España: Santillana.
- Toussaint, E. (2003). « Les transferts des richesses ». In: *Les autres voix de la planète*, 3^e trimestre. Bruxelles.
- Wahba, J. (2005). « Quel est l'impact macroéconomique des transferts de fond sur les pays d'origine ? » In: *Migrations, transferts de fonds et développement*. Editions OCDE.
- Yeppez del Castillo, I. (2003). « L'emploi des femmes en Amérique Latine ». In: Bissilliat, J. *Regards des femmes sur la globalisation* (pp.173-286) Paris: Karthala.
- Zacharie, A., Toussaint, E., (2000). *Le bateau ivre de la mondialisation*. Belgique: Sylepse.

LISTE DES ABREVIATIONS

ALCA	:	Alliance de Libre Commerce des Amériques
ALENA	:	Alliance de Libre Echange des Amériques
APD	:	Aide Pour le Développement
BM	:	Banque Mondiale
CEPAL	:	Commission Economique pour l'Amérique Latine
CIPAF	:	Compagnie International de Participations Bancaires et Financières
FMI	:	Fonds Monétaire Internationale
IEPALA	:	Institut d'Etudes Politiques pour L'Amérique Latine et L'Afrique
OCDE	:	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
PAS	:	Programme d'Ajustement Structurale
PED	:	Pays en Développement
PIB	:	Produit Intérieur Brut

INDICE DES FIGURES

N° 1 : Envoi des migrants des PED vers leur pays d'origine (en milliards de dollars).....	11
N° 2 : Comparaison entre les montants envoyés par les migrants et les dons d'APD bilatérale en 2002 (en milliards de dollars).....	12

INDICE DES TABLEAUX

N°1 : Travail domestique et familial selon les activités.....	17
Nombre d'heures par semaine en moyenne, en 2007	
N° 2 : Durée consacrée par les hommes à chaque activité.....	18
N° 3 : Budget consacré à la garde d'enfants dans le système préscolaire (Avant l'âge de 4 ans).....	20